

OFFRE PUBLIQUE

VISANT LES ACTIONS, ORNANE ET BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS DE



INITIEE PAR


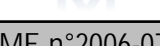
SAP FRANCE SA



PRESENTEE PAR



INFORMATIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES NOTAMMENT JURIDIQUES, FINANCIERES ET
COMPTABLES DE SAP FRANCE SA

Le présent document relatif au  **AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS** France SA a été déposé à l'AMF
(*Autorité des marchés financiers*) le  le 231-28 du Règlement Général
de l'AMF et à l'Instruction de l'AMF n°2006-07. Ce document a été établi sous la responsabilité de SAP
France SA.

Des exemplaires du présent document peuvent être obtenus sans frais auprès de :

SAP France
La Défense Plaza, 23-25 rue Delarivière Lefoullon
La Défense 9
92064 Paris La Défense Cedex

Deutsche Bank AG
Succursale de Paris
3, av. de Friedland
75008 Paris

Le présent document est également disponible sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et de SAP
France SA (www.sap.com).

TABLE DES MATIERES

I. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT SAP FRANCE SA	3
I.1 Dénomination sociale.....	3
I.2 Forme juridique, nationalité, siège social.....	3
I.3 Registre du Commerce et des Sociétés.....	3
I.4 Durée	3
I.5 Objet social	3
I.6 Exercice social.....	3
II. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL DE SAP FRANCE	3
II.1 Capital social.....	3
II.2 Forme des actions.....	3
II.3 Cession et transmission des actions	4
II.4 Instruments financiers non représentatifs du capital	4
II.5 Pactes d'actionnaires	4
II.6 Droits de vote.....	4
II.7 Répartition du capital et des droits de vote de SAP France.....	4
II.8 Autres titres donnant accès au capital	8
II.9 Dividendes.....	8
III. ADMINISTRATION, DIRECTION GENERALE ET CONTROLE DE SAP FRANCE	8
III.1 Conseil d'administration.....	8
III.2 Directeur général	9
III.3 Commissaires aux Comptes	10
IV. PATRIMOINE – SITUATION FINANCIERE – RESULTATS	11
IV.1 Description des activités de la Société.....	11
IV.2 Etats financiers de la Société au 31 décembre 2006	11
V. PARTICIPATION DE LA SOCIETE DANS D'AUTRES ENTITES	24
VI. PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU PRESENT DOCUMENT	24

I. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT SAP FRANCE SA

I.1 Dénomination sociale

SAP France SA ("SAP France" ou la "Société").

I.2 Forme juridique, nationalité, siège social

SAP France est une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé 23,25 rue Delarivière Lefoullon, La Défense 9, 92064 Paris La Defense Cedex.

I.3 Registre du Commerce et des Sociétés

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 341 612 687.

I.4 Durée

La Société a été immatriculée le 7 juillet 1987 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris. La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit jusqu'au 7 juillet 2086, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

I.5 Objet social

Selon ses statuts, la Société a pour objet :

- la promotion des progiciels développés par le groupe SAP,
- l'assistance auprès de la clientèle dans les domaines de l'installation, la maintenance et la prestation de tous services liés,
- la formation de la clientèle à l'utilisation des progiciels,
- et plus généralement, toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

I.6 Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

II. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL DE SAP FRANCE

II.1 Capital social

Le capital social de SAP France s'élève à 15.360.000 euros. Il est divisé en 960.000 actions de 16 euros de valeur nominale chacune, intégralement libérées, toutes de même catégorie.

II.2 Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

II.3 Cession et transmission des actions

Les actions sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, et, en cas d'augmentation du capital, à compter de la réalisation de celle-ci.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « Registre des Mouvements ».

II.4 Instruments financiers non représentatifs du capital

Néant.

II.5 Pactes d'actionnaires

Néant.

II.6 Droits de vote

A chaque action correspond un droit de vote. Il n'existe aucune disposition statutaire attribuant des droits de vote multiples. Le nombre total de droits de vote est égal au nombre d'actions, soit 960.000.

II.7 Répartition du capital et des droits de vote de SAP France

SAP AG détient plus de 99,99% du capital et des droits de vote de la Société. Par ailleurs, conformément aux statuts de la Société, chaque membre du Conseil d'administration détient au minimum une action de la Société.

Les actions de SAP France détenues par SAP AG sont libres de toute sûreté, nantissement ou droits de tiers.

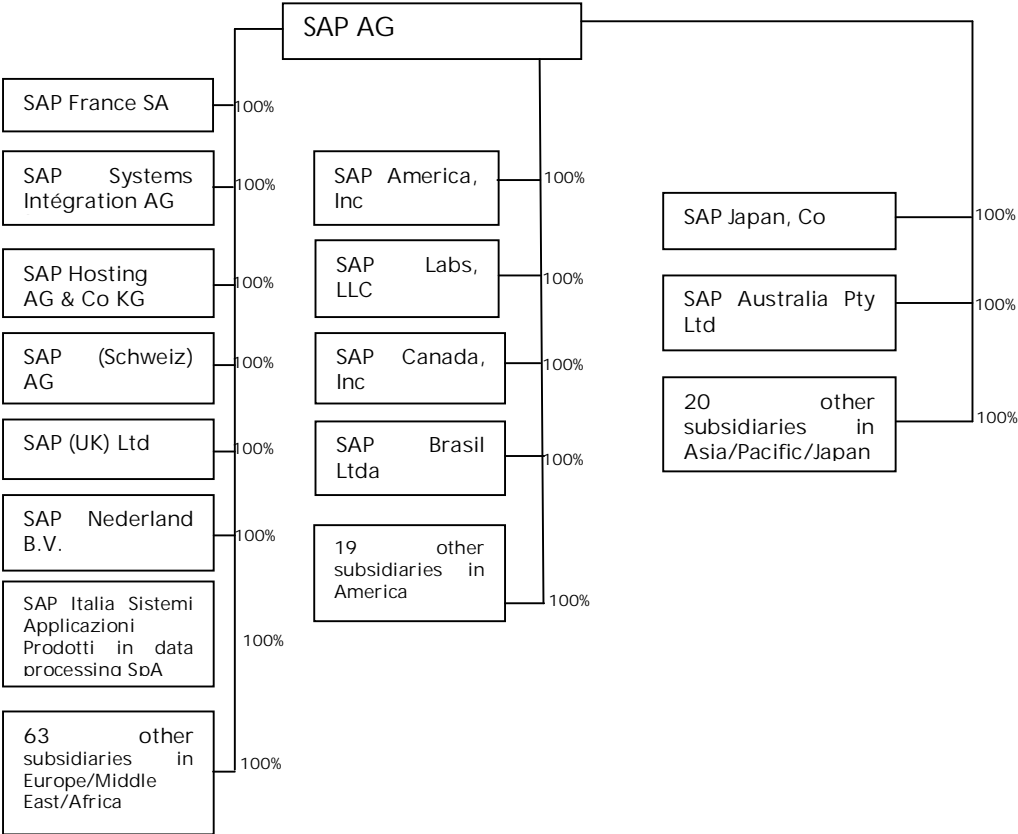
SAP AG est une *Aktiengesellschaft* de droit allemand, au capital de 1.246.040.112 euros, dont le siège social est situé Dietmar-Hopp-Allee 16, 69 190 Walldorf (Allemagne). Ses actions sont admises aux négociations sur le DAX (Francfort – Allemagne) et sur le NYSE (New York – USA).

SAP AG est une société spécialisée dans la conception et la mise sur le marché de logiciels d'entreprise et les services y afférents. SAP AG opère dans le monde entier, en concurrence avec d'autres fabricants de logiciels tels qu'Oracle, Microsoft, IBM ou SAS.

Avec 12 millions d'utilisateurs, 100.600 installations, et plus de 1.500 partenaires, le groupe SAP est le premier fournisseur mondial de logiciels inter-entreprises et le troisième fournisseur mondial de logiciels.

SAP AG détient l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les logiciels commercialisés par le groupe ainsi que ceux relatifs aux marques utilisées par le groupe. Aux termes de contrats de distribution conclus avec SAP, les filiales sont autorisées, moyennant le paiement d'une redevance, à distribuer les logiciels du groupe et à utiliser les marques du groupe. Les filiales bénéficient également de services de support et de formation fournis par SAP AG.

Un organigramme simplifié du groupe SAP AG figure ci-après :



Données financières

Pour les exercices allant de 1999 à 2006, SAP AG a préparé ses comptes consolidés en appliquant les normes comptables américaines (US GAAP). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, SAP AG préparera ses comptes consolidés en appliquant les normes IFRS et les US GAAP (sur une base volontaire). Les données financières présentées ci-dessous ont été préparées en appliquant les US GAAP.

Au 31 décembre 2006

	(en millions d'euros)	31 déc. 2006	31 déc. 2005
Chiffre d'affaires		9.402	8.512
<i>Dont ventes de logiciels et de services de maintenance</i>		<i>6.605</i>	<i>5.958</i>
<i>Dont ventes de services de conseil et de formation</i>		<i>2.723</i>	<i>2.481</i>
Résultat opérationnel		2.565	2.331
Résultat opérationnel ajusté ¹		2.708	2.409
Résultat net		1.866	1.496
Résultat net ajusté ¹		1.965	1.552
	(en euros)		
Résultat net par action		1,53	1,21
Résultat net ajusté par action ¹		1,61	1,25

Au total, le chiffre d'affaires consolidé pour 2006 de SAP AG s'est élevé à 9,4 milliards d'euros (8,5 milliards en 2005) soit une augmentation de 10% (11% à taux de change constant) par rapport à 2005. Ce chiffre d'affaires a été réalisé principalement en Allemagne (20,3%) et aux Etats-Unis (27,8%).

Tous les secteurs d'activité de SAP ont contribué à cette croissance. Ainsi, les revenus tirés de la vente des logiciels et des services de maintenance ont augmenté de 10,8% ; les revenus tirés de la vente des logiciels seuls ont augmenté de 10,4% (à taux de change constant, 12,1 % pour les logiciels et la maintenance et 12,3% pour les logiciels seuls). Les ventes de logiciels et de services de maintenance ont représenté 70,2% des revenus en 2006, en augmentation de 0,2% par rapport à l'année précédente

La croissance des revenus tirés de la vente des logiciels résulte de l'augmentation de la vente des licences de logiciels SAP, dont notamment les applications business (telles que les applications de la famille SAP Business Suite) et des produits de type plateformes qui utilisent la technologie SAP Net Weaver. Ces revenus proviennent en premier lieu de l'exploitation de la base de clientèle existante de SAP (les clients améliorant leur système ou ajoutant de nouvelles applications) mais également de nouveaux clients dont le nombre augmente.

La croissance des revenus tirés des services de maintenance est due en premier lieu à l'augmentation des ventes de logiciels en 2005 et aux contrats additionnels conclus en 2006.

Les revenus tirés des activités de services ont augmenté de 9,7% entre 2005 et 2006 (10,3% à taux de change constant). Les revenus tirés des activités de conseil ont augmenté de 9,4% (9,9% à taux de change constant), cette hausse résultant principalement d'un fort recours aux consultants de SAP pour des projets externes. Les revenus tirés des activités de conseil ont représenté 24,9% du chiffre d'affaires total de SAP en 2006 contre 25,1% en 2005 du fait de la progression des revenus des logiciels et de la maintenance. Les revenus tirés des activités de formation ont augmenté de 11,8% entre 2005 et 2006 (12,4% à taux de change constant). Cette hausse est due principalement à la formation sur mesure de clients et à la formation en consulting. Les services de formation ont également bénéficié des offres combinées de services de consulting et de formation offertes par SAP à ses clients.

Les effets de change ont causé, du fait du niveau très élevé de l'euro, une baisse du chiffre d'affaires total consolidé de 1% par rapport à 2005.

¹ Les termes de résultat opérationnel ajusté, marge opérationnelle ajustée, résultat net ajusté et résultat par action ajusté correspondent à des indicateurs financiers qui n'ont pas été établis selon les méthodes US GAAP et qui ne sont donc pas considérés comme des indicateurs comptables. Les charges suivantes sont éliminées des charges ajustées, du résultat opérationnel ajusté, de la marge opérationnelle ajustée, du résultat net ajusté and du résultat par action ajusté : (i) les rémunérations fondées sur des actions en ce compris les charges relatives à ces rémunérations fondées sur des actions telles que déterminées en US GAAP et les charges liées au règlement de rémunérations fondées sur des actions dans le cadre de fusions ou d'acquisitions ; (ii) les coûts liés à des acquisitions, en ce compris l'amortissement de certains actifs incorporels identifiables acquis dans le cadre d'acquisitions d'activités ou de propriété intellectuelle et (iii) les dépréciations d'actifs en ce compris les dépréciations non temporaires des participations minoritaires.

Le résultat opérationnel pour 2006 s'est élevé à 2,6 milliards d'euros (2,3 milliards en 2005) ce qui a représenté une augmentation de 10% par rapport à l'année 2005

Le résultat opérationnel ajusté a été en 2006 de 2,7 milliards d'euros (2,4 milliards en 2005) en augmentation de 12% par rapport à 2005.

La marge opérationnelle en 2006 s'est élevée à 27,3%, soit une baisse de 0,1% par rapport à 2005, qui s'explique par une hausse des charges opérationnelles liée principalement à la hausse des coûts de recherche et développement, des frais de personnel, des coûts d'achat de licences et des frais de déplacement. La marge opérationnelle ajustée s'est élevée à 28,8% en 2006 (en augmentation de 0,5% par rapport à 2005).

Le résultat net pour 2006 s'est établi à 1,9 milliards d'euros (1,5 milliards en 2005), c'est-à-dire 1,53 euros par action (1,21 euros en 2005), représentant une augmentation de 26% par rapport à 2005. Le résultat net ajusté en 2006 a atteint 2 milliards d'euros (1,6 milliards en 2005) c'est-à-dire 1,61 euros par action (1,25 euros en 2005), en augmentation de 29% par rapport à 2005.

Le résultat net 2006, le résultat net par action, le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action ont été influencés de manière positive par une réduction du taux moyen d'imposition de 35,3% en 2005 à 30% en 2006 en raison de certains accords passés avec les autorités fiscales dans différents pays, de la fin de contrôles fiscaux, d'un taux réduit de taxe sur le chiffre d'affaires et d'une augmentation des investissements exonérés ou taxés à taux réduit (pour un montant de 85 millions d'euros, soit 0,07 euro par action).

Au 30 juin 2007

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2007	30 juin 2006
Chiffre d'affaires	4.590	4.236
<i>Dont vente de logiciels</i>	<i>1.278</i>	<i>1.118</i>
<i>Dont vente de logiciels et de services associés</i>	<i>3.226</i>	<i>2.865</i>
Résultat opérationnel	1.010	933
Résultat net	759	697
<i>(en euros)</i>		
Résultat net par action	0,63	0,57

Au titre du premier semestre clos le 30 juin 2007, SAG AG a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 4,59 milliards d'euros (4,24 milliards en 2006), soit une augmentation de 8% (12% à taux de change constant) par rapport au premier semestre 2006.

Les revenus des ventes de logiciels et de services associés aux logiciels pour le premier semestre 2007 étaient de 3,23 milliards d'euros (2,87 milliards en 2006) soit une augmentation de 13% (17% à taux de change constant) par rapport au premier semestre 2006.

Les revenus des ventes de logiciels pour le premier semestre 2007 étaient de 1,28 milliards d'euros (1,12 milliards en 2006) représentant une augmentation de 14% (19% à taux de change constant) par rapport au premier semestre 2006.

Le résultat opérationnel pour le premier semestre 2007 était de 1,01 milliard d'euros (933 millions en 2006), en augmentation de 8% par rapport au premier semestre 2006.

La marge opérationnelle pour le premier semestre 2007 était de 22% (identique à 2006 du fait d'investissements de 50 millions d'euros à destination de nouveaux segments de marché).

Le résultat net s'est élevé à 759 millions d'euros au premier semestre 2007 (697 millions en 2006), c'est-à-dire 0,63 euros par action (0,57 en 2006), en hausse respectivement de 9% et de 11% par rapport au premier semestre 2006.

Le résultat net et le résultat net par action au premier semestre 2007 ont été influencés de manière positive par un taux effectif d'imposition de 25,8% au second trimestre. Comme au second trimestre 2006, le taux effectif d'imposition a été partiellement impacté par les effets exceptionnels.

Conformément à ce qui est indiqué au paragraphe 2.12 de la note d'information déposée par SAP France, il est rappelé que les fonds nécessaires au financement des offres française et américaine seront mis à la disposition de SAP France par SAP AG en capital et sous forme de prêt.

II.8 Autres titres donnant accès au capital

La Société n'a pas émis de titres donnant accès à terme à son capital.

II.9 Dividendes

La Société a distribué, au titre des derniers exercices, les dividendes suivants :

- Pour l'exercice 2006 : 39.600.000 euros, soit 41,25 euros pour chacune des 960.000 actions composant le capital social ;
- Pour l'exercice 2005 : 5.001.600 euros, soit 5,21 euros pour chacune des 960.000 actions composant le capital social ;
- Pour l'exercice 2004 : 9.878.400 euros, soit 10,29 euros pour chacune des 960.000 actions composant le capital social ;
- Pour l'exercice 2003 : 2.256.000 euros, soit 2,35 euros pour chacune des 960.000 actions composant le capital social.

III. ADMINISTRATION, DIRECTION GENERALE ET CONTROLE DE SAP FRANCE

III.1 Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de 3 à 18 membres. A la date du présent document, le Conseil d'Administration est composé des six membres suivants :

- Monsieur Leo Apotheker, président du Conseil d'administration,
- Monsieur Pascal Rialland, membre du Conseil d'administration et directeur général,
- Dr. Henning Kagermann, membre du Conseil d'administration,
- Dr. Werner Brandt, membre du Conseil d'administration,
- Monsieur Erwin Gunst, membre du Conseil d'administration,
- Monsieur Winfried Rapp, membre du Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour une durée de six années. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le Conseil d'administration peut le révoquer à tout moment.

Le président du Conseil d'administration représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son président. Il ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même pour les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

III.2 Directeur général

Le Conseil d'administration a nommé Monsieur Pascal Rialland Directeur général de la Société le 16 novembre 2005.

Les fonctions de Monsieur Pascal Rialland expireront lors de l'Assemblée Générale à tenir en 2010 pour statuer sur les comptes de l'année 2009. Il est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Par ailleurs, les décisions suivantes du Directeur Général sont soumises à l'autorisation du Conseil d'administration :

- achat, vente ou échange d'immeubles, de fonds de commerce, de droits à bail ou de droits de propriété industrielle ;
- mise en location-gérance du fonds de commerce de la société ;
- concession de licence sur tout droit de propriété industrielle ;
- constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur le ou les fonds de commerce appartenant ou pouvant appartenir à la société ou tout autre sûreté réelle sur des biens sociaux ;
- prise de participation, fondation, liquidation et cession de toute société ou apport partiel des biens sociaux à une société constituée ou à constituer ;
- garantie financière sous quelque forme que ce soit.

Ces limitations ne sont cependant pas opposables aux tiers.

III.3 Commissaires aux Comptes

Nom	Date de nomination	Echéance du mandat
Commissaire aux Comptes titulaire : KPMG SA 3, cours du triangle Immeuble Le Palatin 92939 Paris La Défense Cedex	29 mai 2007	Réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2012.
Commissaire aux Comptes suppléant: Monsieur Guillaume livet 1, cours Valmy 92923 Paris La Défense Cedex	29 mai 2007	Réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2012.

IV. PATRIMOINE – SITUATION FINANCIERE – RESULTATS

IV.1 Description des activités de la Société

Le groupe SAP est le premier fournisseur d'outils de gestion de l'information et d'application d'entreprise (*Enterprise Resource Planning* ou ERP).

La Société propose une gamme complète d'applications et de solutions pour les entreprises dans tous les secteurs d'industrie (en ce compris les secteurs de l'aérospatiale, de la défense, de la sécurité ou des télécommunications) et intervient à ce titre auprès d'organismes tels que la Marine Nationale, le Ministère de la Défense, le Commissariat à l'Energie Atomique ou d'entreprises opérant dans des domaines sensibles (Areva, EADS, Thales, Dassault...).

IV.2 Etats financiers de la Société au 31 décembre 2006

Les états financiers de la Société au 31 décembre 2006, tels que déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre le 7 juin 2007, sont reproduits, de manière simplifiée, ci-dessous :

Bilan simplifié (en euros)

ACTIF	2005	2006
Immobilisations incorporelles (concessions, brevets et droits similaires)	51 256	74 748
Immobilisations corporelles (installations techniques, matériel et outillage industriels)	75 572	23 926
Autres immobilisations corporelles	2 963 175	5 190 269
Immobilisations financières (autres immobilisations financières)	100 690	179 574
Avances et acomptes versés sur commandes		21 464
Clients et comptes rattachés	98 813 043	115 894 589
Autres créances	50 866 506	97 041 405
Disponibilités	866 877	2 772 840
Charges constatées d'avance	3 019 833	1 593 252
Total	156 756 953	222 792 067

PASSIF		
Capital social	15.360.000	15 360 000
Réserve légale	1 536 000	1 536 000
Report à nouveau	5 127	9 031 643
Résultat de l'exercice	14 028 116	30 639 692
Provisions pour risques	4 981 915	4 275 177
Provisions pour charges	6 660 930	4 512 580
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	485 280	39 545
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 871 540	82 792 669
Dettes fiscales et sociales	51 269 636	58 996 045
Autres dettes	1 102 999	1 334 430
Produits constatés d'avance	4 455 410	14 274 286
Total	156 756 953	222 792 067

Compte de résultat simplifié (en euros)

	2005	2006
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires net	339 151 436	409 583 025
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charge	6 896 040	8 631 081
Autres produits	2 778 932	1 106 985
Total des produits d'exploitation	348 826 408	419 321 091
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	4 141 763	4 608 840
Autres achats et charges externes	117 311 689	142 429 827
Impôts, taxes et versements assimilés	4 441 756	5 143 283
Salaires et traitements	52 354 244	56 306 015
Charges sociales	25 697 679	27 762 140
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 143 527	1 296 329
Dotations aux provisions sur actif circulant	1 556 336	288 795
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 155 023	4 011 064
Autres charges	112 445 376	129 257 213
Total des charges d'exploitation	322 247 392	371 103 506
Résultat d'exploitation	26 579 016	48 217 585
Produits financiers		
Produits financiers de participations	37 400	
Autres intérêts et produits assimilés	1 257 594	2 666 442
Reprises sur provisions et transferts de charges		850 815
Différences positives de change	74 853	46 740
Total des produits financiers	1 369 847	3 563 997
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	1 329 209	324 141
Intérêts et charges assimilées	246 392	1 171 406
Différences négatives de change	82 265	261 886
Total des charges financières	1 657 866	1 757 433
Résultat financier	(288 019)	1 806 564
Résultat courant avant impôts	26 290 997	50 024 149
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		3 478 000
Produits exceptionnels sur opérations en capital	31 327	42 203
Reprises sur provisions et transferts de charges	484 277	81 368
Total des produits exceptionnels	515 604	3 601 571
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	309 780	2 693 347
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	79 647	1 150 415
Total des charges exceptionnelles	389 427	3 843 762
Résultat exceptionnel	126 177	(242 191)
Participation des salariés aux résultats	3 585 803	5 098 024
Impôts sur les bénéfices	8 803 255	14 044 242

Total des produits	350 711 859	426 486 659
Total des charges	336 683 742	395 846 967
Bénéfice ou perte	14 028 116	30 639 692

Annexe aux comptes annuels

PRESENTATION GENERALE

Chiffres Clés

Durée de l'exercice : 12 mois
Total du bilan : 222 792 066
Résultat avant répartition : 30 639 692

Présentation de l'Activité / Faits Marquants

Situation et évolution de l'activité de la société au cours de l'exercice
L'année 2006 s'est soldée par un chiffre d'affaires de 409.583.025 euros, en augmentation de 20,8 %.

Faits marquants

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 06 juin 2006, le siège social a été transféré du 57/59, boulevard Malesherbes 75008 Paris au Défense Plaza - 23-25, rue Delarivière Lefoullon - La Défense 9 - 92064 Paris - La Défense Cedex. A l'occasion de ce transfert, SAP France S.A. a effectué des mises au rebut et des acquisitions d'agencements. Les informations détaillées concernant ce point sont présentées dans la note "Etat de l'actif immobilisé".

Un centre de services partagés localisé à Prague a été mis en service au cours de l'exercice.

SAP France S.A. a doublé son résultat d'exploitation par rapport à l'année dernière soit 48,2 M€ en 2006 vs 26,6 M€ en 2005.

Événements Postérieurs à la Clôture

SAP France S.A. a décidé de fermer le bureau de représentation SAP North Africa au Maroc au cours de l'année 2007.

Depuis novembre 2006, un litige oppose SAP France S.A. à l'un de ses partenaires au motif d'une non exécution de ses prestations. Une assignation a été déposée devant le tribunal de commerce de Paris le 22 janvier 2007.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France et tiennent compte du règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations Incorporelles et Corporelles

Les éléments incorporels et corporels sont évalués à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et aux frais accessoires, hors frais d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de leur durée de vie prévue :

- Logiciels : 3 ans
- Installations générales et agencements : 8,5 ans
- Installations techniques : entre 5 et 8 ans
- Matériel de bureau et informatiques : entre 3 et 8 ans
- Mobilier : 10 ans

A compter du 1er janvier 2005, l'entreprise a mis en application les dispositions des nouveaux règlements sur les actifs et leurs amortissements (CRC 2002-10 et 2004-06). Le choix a été fait d'opter pour la méthode simplifiée proposée dans l'avis 2005-D de Comité d'urgence. Cette méthode consiste à déterminer les nouveaux plans d'amortissements des immobilisations non décomposables à partir des valeurs nettes comptables constatées au bilan d'ouverture de l'exercice sans incidence sur les amortissements antérieurs ni sur les capitaux propres à l'ouverture. Des nouveaux plans d'amortissements ont été calculés lorsque la durée d'utilité des immobilisations différait de la durée d'usage auparavant retenue.

Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire (valeur de marché), à la clôture est inférieure à la valeur comptable.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Reconnaissance du Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des ventes de licences est reconnu dès lors que :

- ✓ un contrat est signé,
- ✓ la livraison est effectuée ou l'octroi des droits d'utilisation correspondants est effectif, si aucune livraison n'a eu lieu.

Le chiffre d'affaires issu des ventes de services est reconnu dès lors que :

- ✓ un contrat est signé,
- ✓ les prestations sont réalisées.

Pour certains contrats échelonnés sur plusieurs exercices, le revenu est reconnu en fonction du taux d'avancement à la clôture, conformément aux règles comptables en vigueur. Des provisions pour perte à terminaison, pour le montant total de la perte estimée, sont constituées dès qu'il devient probable que les contrats se traduiront par une perte.

Provisions pour Risques et Charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de SAP France S.A. à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que SAP France S.A. devra supporter pour remplir son obligation. Cette estimation est, dans certains cas, réalisée à l'aide d'experts indépendants ou de conseils extérieurs à l'entreprise.

Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les provisions pour risques et charges font l'objet d'une revue approfondie à intervalles réguliers pour s'assurer de l'adéquation entre le risque encouru et le montant de la provision figurant dans les comptes. Des dotations complémentaires ou reprises (liées à la survenance ou à la non-survenance d'un événement) sont alors constatées. Les charges et/ou produits résultant de litiges nés et résolus au cours d'un même exercice sont constatés au compte de résultat de l'exercice.

Opérations en Devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en Euros à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en Euros à la clôture de l'exercice.

ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements de l'actif immobilisé sont repris dans les tableaux ci-après.

IMMOBILISATIONS	Valeur brute au 01/01/2006	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/2006
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	994 679	73 423	875 492	192 609
Frais d'établissement et de recherche				
Autres immobilisations incorporelles	994 679	73 423	875 492	192 609
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 274 636	4 738 891	8 013 237	9 000 290
Terrains				
Constructions				
<i>sur sol propre</i>				
<i>sur sol d'autrui</i>				
<i>installations et agencements</i>				
Install. techniques Matériel et Outil.	174 500	4 481	120 963	58 018
Autres Immobilisations corporelles	12 100 136	4 734 410	7 892 274	8 942 272
<i>installations et agencements</i>	5 298 971	2 923 344	4 687 248	3 535 067
<i>matériel de transport</i>				
<i>mat. de bureau, informatique, mobilier</i>	6 801 165	1 811 066	3 205 026	5 407 205
<i>emballages récupérables et divers</i>				
Immobilisations corporelles en cours	0			0
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	100 690	115 715	36 831	179 574
Participations évaluées équivalence				
Autres participations	0			0
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immob. financières	100 690	115 715	36 831	179 574
TOTAL	13 370 005	4 928 029	8 925 560	9 372 473

AMORTISSEMENTS	Cumul au 01/01/2006	Dotations	Diminutions	Cumul au 31/12/2006
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	943 423	49 803	875 365	117 861
Frais d'établissement et de recherche Autres immobilisations incorporelles	943 423	49 803	875 365	117 861
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 235 888	1 246 525	6 696 319	3 786 094
Terrains				
Constructions				
<i>sur sol propre</i>				
<i>sur sol d'autrui</i>				
<i>installations et agencements</i>				
Install. techniques Matériel et Outil.	98 928	10 579	75 415	34 092
Autres Immobilisations corporelles	9 136 961	1 235 946	6 620 904	3 752 003
<i>installations et agencements</i>	3 899 764	485 001	3 889 208	495 557
<i>matériel de transport</i>				
<i>mat. de bureau, informatique, mobilier</i>	5 237 197	750 945	2 731 696	3 256 446
<i>emballages récupérables et divers</i>				
TOTAL	10 179 311	1 296 328	7 571 684	3 903 955

Analyse des principaux mouvements de l'actif immobilisé (en valeur brute)

Immobilisations incorporelles

La diminution des immobilisations incorporelles est due à la mise au rebut de logiciels non utilisés. Ces immobilisations étaient complètement amorties.

Immobilisations corporelles

Les variations du poste installations et agencements sont dues à l'emménagement dans les nouveaux locaux en juin 2006. L'augmentation de 2,923 K€ du poste est due à la réalisation des agencements dans l'immeuble Defense Plaza. La diminution de 4,687 K€ est due à la mise au rebut des agencements et installations des anciens locaux Malraux et Malesherbes.

Les mouvements du poste matériel de bureau, informatique et mobilier sont dus pour partie à la politique de renouvellement du parc et pour partie à l'emménagement dans l'immeuble Defense Plaza. Les mises au rebut suite au déménagement représentent 1,573 K€ en valeur d'origine et étaient amorties pour 1,305 K€.

Immobilisations financières

L'augmentation de ce poste est essentiellement due au versement d'une avance sur charges locatives du nouveau siège social Defense Plaza - 23-25, rue Delarivière Lefoullon - La Défense 9 - 92064 Paris - La Défense Cedex, suite à l'emménagement dans ce bâtiment en juin 2006.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Provision au 01/01/2006	Dotations	Reprises	Provision au 31/12/2006
Provisions pour risques et charges d'exploitation	9 839 228	4 011 064	6 258 112	7 592 181
Provisions pour risques clients spécifiques	390 513	1 214 985	390 513	1 214 985
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	1 286 008	408 047		1 694 055
Provisions pour licenciements	1 485 877	1 778 540	1 409 293	1 855 124
Provisions pour activités de Conseil	6 676 831	209 492	4 458 306	2 428 017
Provisions pour litiges		400 000		400 000
Provisions pour risques et charges financiers	1 712 249	324 141	850 815	1 185 575
Provisions pour couverture STARS	1 712 249	324 141	850 815	1 185 575
Provisions pour risques et charges exceptionnels	91 368		81 368	10 000
Provisions pour litiges	56 000		56 000	
Provisions pour amende	35 368		25 368	10 000
TOTAL	11 642 845	4 335 205	7 190 295	8 787 756

Analyse des provisions

Provisions pour risques et charges d'exploitation

Indemnités de départ à la retraite : correspond aux droits des salariés au titre du régime d'indemnités de fin de carrière.

Cette provision est estimée en tenant compte de taux d'actualisation, de turnover et de tables de mortalité conformément aux recommandations du conseil national de la comptabilité.

Provisions pour licenciements : elles correspondent à la prise en compte de litiges ou des procédures de licenciements à l'encontre de salariés.

Provisions pour activités conseil : elles correspondent aux coûts qui devront être engagés au-delà des revenus. Les reprises proviennent de la consommation des coûts préalablement engagés et liés à l'exécution des contrats déficitaires.

Provisions Stars (programme de rémunération basé sur l'évolution de l'action SAP AG) : elles correspondent à la dépréciation des couvertures payées par SAP France au titre de 2005 et 2006.

Provisions pour litiges d'exploitation : litige avec le précédent bailleur.

ETAT DES CREANCES

L'état des échéances des créances ne comprend pas les avances et acomptes versés sur les commandes en cours.

	Montant brut au bilan	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF - Échéances :	
		à moins d'un an	à plus d'un an
CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	179 574	25 743	153 831
Créances rattachées à des participations			
Prêts ^{(1) et (2)}			
Autres créances immobilisées	179 574	25 743	153 831
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	214 943 133	213 776 299	1 166 834
Clients et comptes rattachés	116 308 476	116 308 476	
<i>clients douteux ou litigieux</i>	377 573	377 573	
<i>autres clients et comptes rattachés</i>	115 930 903	115 930 903	
Personnel et comptes rattachés	672 228	381 587	290 641
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques	1 541 685	1 541 685	
<i>État, impôt sur les bénéfices</i>			
<i>État, taxe sur le chiffre d'affaires</i>	1 541 685	1 541 685	
<i>autres impôts, taxes et versements assimilés</i>			
<i>divers État et autres collectivité publiques</i>			
Groupe et associés ⁽²⁾	92 975 482	92 975 482	
Débiteurs divers	1 852 010	975 817	876 193
Charges constatées d'avance	1 593 252	1 593 252	
TOTAL	215 122 706	213 802 042	1 320 665

⁽¹⁾Prêts accordés au cours de l'exercice : néant

Prêts récupérés au cours de l'exercice : néant

⁽²⁾ Prêts et avances consentis aux associés : néant

Analyse des créances

Créances de l'actif immobilisé

La part à plus d'un an est constituée de dépôts de garanties.

Créances clients

Les créances clients incluent des effets reçus non échus pour un montant de 81 K€

Autres créances

Le poste Autres Créances consiste essentiellement en une créance en compte-courant rémunérée avec la maison mère SAP AG, pour 92.975 K€, dans le cadre de la convention de cash pooling. Les créances sur le personnel à plus d'un an sont constituées d'avances permanentes sur notes de frais.

Débiteurs divers

Le poste débiteurs divers comprend les couvertures payés par SAP France S.A. au titre des programmes Star 2005 et 2006 pour un montant de 1.733 K€ (la part à plus d'un an correspond à la couverture 2006 qui se réalisera en 2008 à la clôture du programme).

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

L'état des échéances des dettes ne comprend pas les avances et acomptes reçus sur les commandes en cours.

	Montant brut au bilan	DEGRE DE LIQUIDITE DU PASSIF - ÉCHEANCES :		
		à moins d'un an	à plus d'un an	à plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles ⁽¹⁾				
Autres emprunts obligataires ⁽¹⁾				
Emprunt ⁽¹⁾ et dettes auprès des établissements de crédit <i>à un an au maximum à l'origine</i> <i>à plus d'un an à l'origine</i>				
Emprunts et dettes financières diverses ^{(1) et (2)}				
Fournisseurs et comptes rattachés	82 792 669	82 792 669		
Personnel et comptes rattachés	23 946 292	23 946 292		
Dettes fiscales et sociales <i>sécurité sociale et autres organismes soc.</i>	35 063 662	35 063 662		
<i>État, impôt sur les bénéfices</i>	13 498 740	13 498 740		
<i>État, Tva collectée et à décaisser</i>	4 551 776	4 551 776		
<i>obligations cautionnées</i>	14 886 244	14 886 244		
<i>autres impôts, taxes et versements assimilés</i>	2 126 902	2 126 902		
Dettes sur immobilisations				
Groupe et associés				
Autres dettes	1 334 430	1 334 430		
Produits constatés d'avance	14 274 286	9 476 436	4 021 054	776 796
TOTAL	157 411 339	152 613 489	4 021 054	776 796

⁽¹⁾ Emprunts souscrits en cours de l'exercice : néant

Emprunts remboursés en cours d'exercice : néant

⁽²⁾ Dont dettes envers les : néant

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cautions, avals et autres garanties bancaires

Des cautions bancaires ont été émises pour garantir des paiements de loyers immobiliers ainsi que des marchés publics pour un total de 1 973 834 €.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre d'actions ou de parts :			Nombre au 31/12/2006	Valeur nominale
	Nombre au 01/01/2006	créés au cours de l'exercice	remboursées au cours de l'exercice		
Actions ordinaires	960 000			960 000	16,00
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
TOTAL	960 000			960 000	16,00

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent au 31/12/2005, avant affectation	30 929 343
Affectation du résultat à la situation nette par A.G.O.	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice au 01/01/2006	30 929 343
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice au 01/01/2006	
<i>Variation du capital</i>	
<i>Variation des autres postes</i>	
CAPITAUX PROPRES À L'OUVERTURE APRES APPORTS RÉTROACTIFS	30 929 343
VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE :	25 638 092
Capital	
Report à nouveau	
Imputation provision indemnités départ à la retraite sur report à nouveau	
Distribution de dividendes sur résultats 2005	-5 001 600
Résultat de l'exercice 2006	30 639 692
<i>DONT variations en cours d'exercice dues à des modifications de structure</i>	
<i>DONT variations en cours d'exercice hors opérations de structure</i>	25 638 092
CAPITAUX PROPRES DU BILAN DE CLÔTURE AU 31/12/2006, AVANT A.G.O.	56 567 435

COMPTE DE REGULARISATION ACTIF

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Charges d'exploitation	1 593 252	3 019 833
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	1 593 252	3 019 833

Les charges constatées d'avance sont très majoritairement constituées de loyers 2007 facturés en 2006.

COMPTE DE REGULARISATION PASSIF

Les produits constatés d'avance se décomposent à fin décembre 2006 de la façon suivante :

PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Produits d'exploitation	11 549 286	4 455 410
Produits financiers		
Produits exceptionnels	2 725 000	
TOTAL	14 274 286	4 455 410

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués de produits de conseils (projets au forfait 7,904 K€), de franchise de loyer relatif à l'immeuble Defense Plaza et d'une indemnité perçue à l'occasion du déménagement de l'immeuble situé sur le boulevard Malesherbes.

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :

	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2005
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Groupe et associés		
DETTES FOURNISSEURS & COMPTES RATT.	8 307 624	6 796 844
DETTES FISCALES ET SOCIALES	39 557 743	34 073 799
Personnel et comptes rattachés	23 921 876	20 643 026
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 258 721	11 262 070
État et autres collectivités publiques	2 377 146	2 168 702
DETTES SUR IMMOB. & COMPTES RATT.		
AUTRES DETTES		
TOTAL	47 865 367	40 870 643

PRODUIS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan:

	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2005
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
CRÉANCES	10 111 629	5 486 763
Clients et comptes rattachés	10 004 264	5 486 763
Personnel et comptes rattachés		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		
État et autres collectivités publiques		
Autres créances	107 365	
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		
DISPONIBILITÉS		
TOTAL	10 111 629	5 486 763

Analyse des produits à recevoir :

Factures à établir formation	80 176
Factures à établir conseil régie	928 744
Factures à établir conseil forfait	8 995 344
TOTAL	10 004 264

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNEL

Les charges et les produits exceptionnels de l'année 2006 s'analysent comme suit :

Charges exceptionnelles	Montant au 31/12/2006
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés ou mis au rebut	1 150 415
Indemnité litige	2 400 000
Amendes et pénalités	293 347
Divers	
TOTAL	3 843 762

Produits exceptionnels	Montant au 31/12/2006
Produit de cession des éléments d'actifs	42 203
Reprise provision litige	81 368
Indemnité perçue lors de l'emménagement	3 478 000
Divers	0
TOTAL	3 601 571

IMPOT SUR LES SOCIETES
Répartition du Montant Global d'Impôt sur les Sociétés

	Taux d'imposition sur les bénéfices 2006 : 33,33 %			
	Montant au 31/12/2006 avant impôt	Montant de l'impôt dû	Montant au 31/12/2006 après impôt	Montant au 31/12/2005 après impôt
Résultat courant	50 024 149	14 633 353	35 390 796	16 930 251
Résultat exceptionnel à court terme	(242 190)	(70 847)	(171 343)	77 526
Résultat exceptionnel à long terme				
Participation des salariés	(5 098 024)	(518 264)	(4 579 760)	(2 979 661)
Créances d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs				
TOTAL	44 683 935	14 044 242	30 639 693	14 028 116

Évolution du Taux Effectif d'Impôt sur les Sociétés (taux d'impôt appliqué au bénéfice fiscal)

	2004	2005	2006
Taux d'impôt effectif (%)	35,22	34,83	34,37

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Les principaux allègements de la dette future d'impôts sont dus essentiellement aux provisions pour risques et charges non déductibles : Provision organic 2006 (pour 225 K€), la participation 2006 (1,751 K€). La provision pour indemnités départ retraite (140 K€), la provision forfaitaire client (34 K€) ainsi la provision pour perte à terminaison (3 K€) sont les autres postes à l'origine de l'allègement futur d'impôt. Cet accroissement ou allègement de la dette future d'impôts est valorisé au taux réel constaté de 2006 soit 34,37 %

DETTE FUTURE D'IMPOTS DIFFERES

IMPOSITIONS DIFFEREES	31/12/2006
DECALAGES IMPOSABLES AU TAUX DE DROIT COMMUN	
Provisions réglementées à réintégrer à un terme non fixé (PFC...)	
Produits financiers courus comptabilisés et imposables à l'échéance)	
Plus-values à court terme étalées (expropriation, sinistres, ...)	
Plus-values de fusion	
Plus-values sur éléments apportés en société	
Différence entre l'étalement comptable et la prise en compte fiscale des charges à répartir	
Incidences des charges financières incluses dans le coût de production des immobilisations	
Incidences des charges financières incluses dans le coût de production des stocks	
Subventions d'investissement	
Autres :	
TOTAL	

ALLEGEMENTS D'IMPOTS DIFFERES	31/12/2006
DECALAGES IMPOSABLES AU TAUX DE DROIT COMMUN	2 152 991
Dettes provisionnées taxées antérieurement	
Provisions dépréciation clients non déductibles	33 750
Participation des salariés	1 750 894
Organic	224 832
Provisions indemnités départ retraite	140 253
Provisions risques et charges non déductibles	3 262
Différences de conversion passif	
Autres :	
TOTAL	2 152 991
SOLDE NET	(2 152 991)

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Depuis. 2004, SAP France SA n'a plus aucune participation financière

LISTE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANTES

SAP AG

Dietmar Hopp Allée 16
D- 69190 WALLDORF Allemagne
(détention à 99,99%)

ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS

Part des entreprises liées et des participations à fin décembre 2006 dans les :

POSTE DU BILAN	Entreprises liées
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Avances et acomptes sur immobilisations	
Prêt à SAP AG	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Clients et comptes rattachés	28 303 359
Autres créances	92 975 482
Capital souscrit appelé non versé	
DETTES	
Emprunts obligataires et convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	67 082 244

POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	Entreprises liées
ELEMENTS FINANCIERS	
Intérêts reçus sur compte courant cash pooling de SAP AG	2 666 442
Intérêts versés sur prêt de SAP AG	

VENTILATION DES EFFECTIFS

	Effectif moyen salarié à fin ⁽¹⁾ :		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise à fin ⁽¹⁾ :		Effectif moyen global à fin :	
	12/2006	12/2005	12/2006	12/2005	12/2006	12/2005
Ingénieurs et Cadres	543	518			543	518
Agents de maîtrise						
Employés et techniciens	37	50			37	50
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	580	568			580	568

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2006	2005	2004	2003	2002
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	15 360 000	15 360 000	15 360 000	15 360 000	15 360 000
Nombre des actions ordinaires existantes	960 000	960 000	960 000	960 000	960 000
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximum d'actions à créer : par conversion d'obligations par exercice de droits de souscription					
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	409 583 025	339 151 436	280 823 777	256 267 039	325 432 531
Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (nettes de reprises)	46 139 023	26 220 952	7 461 873	8 657 211	54 464 262
Impôt sur les bénéfices	14 044 242	8 803 255	4 086 225	2 105 860	12 672 651
Participation des salariés due au titre de l'exercice	5 098 024	3 585 803	1 636 279	783 290	4 077 399
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	30 639 692	14 028 116	9 877 046	2 253 871	22 835 764
Résultat distribué	39 600 000	5 001 600	9 878 400	2 256 000	25 641 600
RÉSULTATS PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation des salariés et avant dotations aux amortissements et provisions	28,12	14,41	1,81	6,01	39,29
Résultat après impôt, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	31,92	14,61	10,29	2,35	23,79
Dividende attribué à chaque action	41,25	5,21	10,29	2,35	26,71
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés	580	568	624	613	673
Montant de la masse salariale	56 306 015	52 354 244	50 586 723	47 788 689	48 051 744
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, ...)	27 762 140	25 697 679	23 985 146	22 229 133	23 300 168

Le rapport des commissaires aux comptes émis relativement aux états financiers au 31 décembre 2006 est reproduit ci-dessous :

« Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SAP France SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et charges, tel que décrit au paragraphe « Provisions pour risques et charges d'exploitation » en page 10 de l'annexe et selon les règles et méthodes comptables exposées au paragraphe « Provisions pour risques et charges » en page 6 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,*
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci. »*

Paris La Défense, le 9 mai 2007

KPMG Audit
Département de KPMG Audit SA
Jacques Pierre
Associé

IV.3 Evénements survenus depuis le 31 décembre 2006

La provision relative au litige avec l'ancien bailleur de la Société (dont les demandes s'élèvent à 13,5 millions d'euros) décrite dans les annexes aux comptes 2006 a été reprise au cours de l'exercice 2007, la Société et ses conseils estimant que la probabilité d'une sortie de ressources était extrêmement faible.

V. PARTICIPATION DE LA SOCIETE DANS D'AUTRES ENTITES

La Société ne détient aucune filiale.

VI. PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU PRESENT DOCUMENT

« J'atteste que le présent document comporte l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF et de l'instruction 2006-07 dans le cadre de l'offre publique d'achat initiée par SAP France SA et visant les actions, les obligations à option de remboursement en numéraire et en actions nouvelles ou existantes et les bons de souscription d'actions de la société Business Objects. A ma connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. Le présent document a été déposé et sera diffusé au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'offre. »

Pascal Rialland
Directeur Général